

Introduction	1
Égalité sociale	2
Travail	2
Droit au logement	2
Politique budgétaire	2
Fiscalité	3
Féminisme	3
Sphère domestique	3
Métiers du soin	3
Droits des travailleur-euse-x-s du sexe	4
Solidarité	4
Situation des personnes sans-papiers	4
Situation en milieu carcéral	5
Violence policière et racisme d'état	5
Écologie	6
Transports	6
Production	6
Autres	7
Protection des données	7

Avant-propos: Ce programme n'a pas la prétention d'être exhaustif, mais tâche d'en approcher, en dressant le portrait d'une société plus humaines pour laquelle nous, jeunes socialistes, voulons lutter.

Introduction

La crise n'a pas de vertu; les population pauvres et fragilisées le constatent mieux que quiconque.

En revanche, elle met en évidence plus que jamais les inégalités et dysfonctionnements qui traversent déjà notre société capitaliste. Les rouages les plus inhumains de ce système se retrouvent alors exacerbés à la vue de tous et la volonté de changement vient comme une suite logique à ce constat consternant : Le système capitaliste est intrinsèquement inhumain!

Cette situation exceptionnelle appelle à une réponse solidaire, féministe et écologique. Ensemble luttons pour un système économique non plus fondé sur la recherche du profit mais sur la satisfaction des besoins de chacun.e.x. Luttons pour une société par et pour les 99 % !

Égalité sociale

Les crises ont systématiquement accru les inégalités économiques au sein de la population. Ce fut le cas en 2020 avec la crise du coronavirus tout comme en 2008 et lors de toutes les autres crises qui ont précédé. C'est pourquoi des mesures fortes doivent être prises, afin de protéger les conditions de vie des 99%, maintenant et à l'avenir.

Travail

Durant des mois, nous avons applaudi à nos balcons les travailleur-euse-x-s "essentiels-le-x-s" qui, en première ligne, garantissaient le bon fonctionnement de la société durant la crise du coronavirus: employé-e-x-s de la santé, du commerce de détail, services de voirie, etc. Les personnes qui occupent ces emplois essentiels sont aussi celles qui travaillent dans les pires conditions, notamment en termes de salaires, d'horaires, et de pénibilité du travail.

C'est pourquoi nous exigeons :

- Une baisse du temps de travail à salaire égal (25 heures/semaine pour un 100%)
- Une extension des droits syndicaux (droit de grève étendu, meilleure protection contre les licenciements, droit à la réintégration)
- Un salaire minimum de 6500 CHF brut par mois, indexé sur l'inflation

Droit au logement

La perte, partielle ou totale de leurs revenus, a mis des milliers de personnes dans l'impossibilité de payer leur loyer. Cela s'ajoute à l'absence d'une offre suffisante de logements abordables, déjà au cœur des préoccupations d'une longue tradition de mouvements sociaux

C'est pourquoi nous exigeons :

- La réquisition de tous les bureaux vides, ainsi que de tous les logements vides et vacants¹
- La fin immédiate des expulsions des locataires dans l'incapacité de payer leur loyer
- La fixation des loyers sur les coûts d'entretien

¹ En 2018, (...) 1.6% (OFS)

Politique budgétaire

Comme nous le faisons déjà depuis plus de 10 ans, nous continuerons à nous battre contre toutes les mesures d'austérité et les tentatives de privatisation. La crise du covid-19 a montré l'importance d'accorder des moyens suffisants [aux prestations publiques](#), entre autres les hôpitaux qui sont souvent ciblés par des coupes budgétaires. Alors que la crise actuelle a poussé de nombreuses personnes dans la précarité, des coupes dans des domaines essentiels tels que la santé, le social ou encore la formation sont inacceptables. C'est pourquoi nous exigeons :

- La fin immédiate des mesures d'austérité

Fiscalité

Ce n'est pas aux 99% de payer cette crise, mais aux personnes qui profitent du système économique à l'origine de cette dernière, ces mêmes personnes qui s'opposent à une répartition plus égalitaire des richesses et qui n'hésitent pas à faire pression à la moindre occasion pour couper dans les prestations sociales .

C'est pourquoi nous exigeons :

- L'abolition immédiate du bouclier fiscal, la mise en place d'un impôt sur les plus grandes fortunes et les hauts salaires.
- Une plus forte progressivité de l'impôt
- Une hausse conséquente du taux d'imposition des grandes entreprises.

Féminisme

Malgré la vague féministe autour du 14 juin 2019, l'exploitation de la force de travail des femmes au sein du foyer comme dans les métiers du soin et les violences domestiques et l'exploitation sexuelle sont toujours une réalité.

Sphère domestique

Les violences domestiques², dans une écrasante majorité infligées aux femmes, sont une réalité très présente de notre société patriarcale, que le confinement n'aura fait qu'aggraver. La charge de travail, non rémunérée, liée aux enfants et au ménage, revient quasi-systématiquement à la mère au sein d'une famille.

C'est pourquoi nous exigeons :

- Une amélioration de l'offre de foyers d'urgence pour femmes, tant dans le nombre de places que dans la qualité de l'hébergement
- La rémunération du travail du care, une valorisation et une meilleure répartition de celui-ci
- Un congé parental de 18 mois pour chaque parent

² <https://www.heidi.news/sante/la-violence-domestique-enjeu-a-haut-risque-du-confinement>

Métiers du soin

Les métiers du soin (soins infirmiers, accueil et soin des personnes âgées, accueil et soin des personnes en situation de handicap, accueillis en crèche, accueil en crèche et prise en charge des enfants en âge scolaire, etc.) étaient en première ligne face au coronavirus. Ce sont des métiers peu valorisés, mal rémunérés et dont les branches manquent systématiquement de subventions. Alors que les besoins de la population dans ce domaine sont grandissants, l'offre est déjà insuffisante dans ces domaines depuis de nombreuses années.

C'est pourquoi nous exigeons :

- Une revalorisation de ces métiers tant sur le plan des salaires, des horaires, que des effectifs, souvent largement insuffisants.
- Une amélioration nette de l'offre d'accueil périscolaire et parascolaire, avec pour les enfants un encadrement par des professionnel-le-s formé-e-s, bien rémunéré-e-s et en effectifs suffisants.
- Un meilleur accès à l'information sur ces métiers pour les élèves de l'école obligatoire, et une valorisation des parcours d'apprentissage.

Droits des travailleur-euse-x-s du sexe

Nous considérons, d'une part, qu'ignorer l'existence du travail du sexe en choisissant de ne pas traiter de la question serait une posture moraliste et indigne d'un parti de gauche, qui ne traiterait pas les difficultés que rencontrent les personnes qui exercent ces métiers. D'autre part, nous savons que, mises à part les questions sur le travail en général, les questions relatives au travail du sexe sont le mieux maîtrisées par les syndicats qui exercent dans le domaine.

C'est pourquoi nous exigeons :

- Une mise en place des cadres légaux concernant la prostitution en étroite collaboration avec les syndicats concernés
- Un renforcement de l'accès à la prévention sexuelle et aux soins médicaux pour les personnes exerçant le travail du sexe
- Une aide à la reconversion professionnelle pour les personnes exerçant le travail du sexe qui souhaitent changer d'activité

Solidarité

Situation des personnes sans-papiers

L'absence de statut légal, privent de nombreuses personnes de la possibilité (entre autres) de travailler légalement, et limite leur accès aux aides sociales, et donc concrètement à des

conditions de vie décente³, notamment en terme d'accès au logement et à la nourriture. En outre, les conditions légales régissant les permis de séjour compliquent l'accès à l'aide sociale pour de nombreuses personnes, qui vivent dans une grande précarité.

C'est pourquoi nous exigeons :

- L'accès immédiat et sans conditions à un permis C pour toute personne étrangère résidant sur le territoire suisse⁴
- Le renforcement des offres déjà existantes et le développement de cours de français gratuits pour tout enfant et pour tout adulte en exprimant le besoin.
- La traduction de tous les documents officiels vers les langues les plus fréquemment parlées par les réfugié-e-x-s

Situation en milieu carcéral

Les prisons sont par essence des lieux de violations des droits humains, et ce d'autant plus visiblement avec la crise actuelle⁵. Nous considérons qu'aucun motif ne saurait justifier la privation de liberté, et a fortiori que dans leur forme actuelle, les prisons enferment des personnes qui ne présentent aucun danger pour la société, comme les dealers, et laissent courir des personnes qui font un grand tort à la société, comme les fraudeurs fiscaux.

C'est pourquoi nous exigeons :

- La libération immédiate de toutes les personnes n'étant pas considérées comme dangereuses pour la communauté.
- Le remplacement des peines de prisons par des programmes de réinsertion sociale
- À long terme, l'abolition totale des prisons.⁶

Violence policière et racisme structurel

La police est le bras armé d'un pouvoir qui ne défend que l'intérêt de quelques-uns, et un outil d'oppression des minorités⁷. Les meurtres policiers en sont un des exemples les plus graves, et ne représentent que la pointe de l'iceberg. De nombreuses associations anti-racistes dénoncent depuis de nombreuses années les violences policières. Nous pensons que l'existence de cette institution est incompatible avec une société socialiste.

C'est pourquoi nous exigeons :

- La suppression des services de polices

3

<https://www.rts.ch/info/regions/geneve/11293705-une-distribution-massive-de-nourriture-aux-plus-de-munis-a-geneve.html>

⁴ Suivons le modèle du Portugal, qui a permis à tou-te-x-s ses demandeur-euse-x-s d'adile d'accéder aux mêmes droits que les résident-e-x-s.

<https://www.independent.co.uk/news/world/europe/coronavirus-portugal-migrants-asylum-seekers-treatment-residents-a9431831.html>

⁵ <https://renverse.co/infos-locales/La-violence-des-prisons-a-l-heure-du-coronavirus-2475>

⁶ <https://renverse.co/analyses/La-detention-n-est-pas-problematique-uniquement-2541>

⁷ <https://outragecollectif.noblogs.org/post/2019/11/30/pourquoi-sorganiser-contre-la-police/#more-573>

En lieu et place, nous exigeons:

- la mise en place d'organisations de conseils de quartiers habilités à prendre des décisions pour régler les problèmes à l'échelle locale.⁸
- La formation de travailleur.x.euse.s sociaux habilités à gérer des situations de crise

Écologie

La crise du coronavirus est profondément liée aux questions écologiques. En effet, la surexploitation des ressources, par exemple sous la forme de la déforestation, pousse de nombreuses espèces animales à fuir leurs habitats naturels et à entrer en contact avec des populations humaines, leur transmettant ainsi des maladies. Cette surexploitation des ressources est une conséquence directe de notre système économique, le capitalisme, qui place les profits à court-terme au-dessus de tout.

La crise climatique est certainement le plus grand enjeu de notre temps. La crise du covid-19 nous a montré avant toute chose l'importance de prendre les crises au sérieux et d'agir en conséquence, le plus rapidement possible. Or, notre système économique actuel, basé sur une recherche du profit à court terme, est incompatible avec la construction d'une société écologique. Par conséquent, prendre la crise climatique au sérieux, c'est rompre avec le capitalisme !

Transports

Nous voulons une revalorisation du vélo par un urbanisme plus sûr pour les deux-roues, et un réseau de transports publics gratuits et efficaces. Nous souhaitons renverser un urbanisme qui donne la priorité à un transport motorisé, polluant plutôt qu'une mobilité douce et ce à la fois pour des questions sanitaires (bruits, pollutions de l'air...). C'est pourquoi nous exigeons :

- La gratuité des transports publics et extension conséquente du réseau
- La pérennisation des aménagements temporaires de pistes cyclables et extension de ceux-ci. Plus largement, un urbanisme centré sur l'humain, et non plus sur la voiture.
- La fin immédiate du développement de l'aéroport de Genève, la diminution rapide du nombre de vols, en commençant par les vols internes et continentaux. En compensation, le réseau de trains de nuit doit être rapidement développé et rendu accessible à toutes.

⁸ <https://rosecitycopwatch.wordpress.com/alternatives-to-police/>

Production

En vue de maximiser les profits, la production a été segmentée au niveau international dans le but d'exploiter la main d'oeuvre là où elle est la moins chère, à chaque étape de la production. Il en résulte une utilisation d'énergie grise énorme et des modes de consommation basés *de facto* sur une exploitation néo-coloniale des pays du Sud global.

C'est pourquoi nous exigeons :

- Le soutien aux paysan.ne.x.s pour la mise en place d'une agriculture agro-écologique
- Une production basée sur des circuits courts, et un niveau d'autosuffisance régional
- Des normes strictes sur les conditions sociales et écologiques de production des produits importés